

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL**  
Société Anonyme au capital de 1 715 115 100 €  
Siège social : 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67000 Strasbourg.  
355 801 929 R.C.S. Strasbourg

Exercice social du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale mixte du 30 avril 2026*

**Partie A. – Comptes sociaux**

**I. — Bilan**  
(en euros)

**Actif**

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, CCP	2.2, 2.3	15 789 693	34 651 131
Effets publics et valeurs assimilées	2.8, 2.15	10 571 311	8 942 398
Créances sur les établissements de crédit	2.2, 2.3	151 267 573	142 234 000
Opérations avec la clientèle	2.3, 2.4	1 490 699	1 479 176
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.3, 2.15	30 389 284	29 994 058
Actions et autres titres à revenu variable	2.8, 2.15	1 138 322	1 036 283
Participations et autres titres détenus à LT	2.17	352 453	335 150
Parts dans les entreprises liées	2.17	20 370 329	18 119 722
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	2.0, 2.21	8 000	8 000
Immobilisations corporelles	2.0, 2.1	28	36
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	2.24	7 039 992	5 798 904
Comptes de régularisation	2.25	2 180 709	1 262 761
<b>Total de l'actif</b>		<b>240 598 393</b>	<b>243 861 620</b>

**Passif**

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, CCP	2.2, 2.3	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	2.2, 2.3	98 364 485	90 778 333
Comptes créditeurs de la clientèle	2.3	8 510 587	12 679 501
Dettes représentées par un titre	2.3	99 059 668	107 682 654
Autres passifs	2.24	709 711	948 664
Comptes de régularisation	2.25	3 815 774	2 633 077
Provisions pour risques et charges	2.27	572 291	573 621
Dettes subordonnées	2.7	12 274 643	11 884 150
Fonds pour risques bancaires généraux	2.20	61 552	61 552
Capitaux propres hors FRBG	2.20		
Capital souscrit	2.20	1 715 115	1 715 115
Primes d'émission	2.20	4 852 655	4 852 655
Réserves	2.20	9 881 069	8 561 069
Écarts de réévaluation		-	-
Prov. réglementées et subventions d'investissement	2.20	-	-
Report à nouveau	2.20	746	226
Résultat de l'exercice	2.20	780 097	1 491 002
<b>Total du passif</b>		<b>240 598 393</b>	<b>243 861 620</b>

**Hors-bilan**

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	3.0	700 553	451 528
Engagements de garantie	3.1	5 797 823	6 312 763
Engagements sur titres		17 977	-
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	3.0	29 932 554	34 662 708
Engagements de garantie	3.1	-	-
Engagements sur titres		474 023	78 813

## II — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés	4.1	15 130 072	17 875 768
- Intérêts et charges assimilés	4.1	-15 171 612	-17 911 472
+ Produits sur opérations de crédit-bail & de LOA		-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail & de LOA		-	-
+ Produits sur opérations de location simple		-	-
- Charges sur opérations de location simple		-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	4.2	723 882	1 646 192
+ Commissions (produits)	4.3	197 680	189 930
- Commissions (charges)	4.3	-204 459	-195 285
+/- Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	4.4	46 987	-46 358
+/- Gains sur opérations des portefeuilles placement et assimilés	4.5	272 777	62 027
+ Autres produits d'exploitation	4.6	6 216	383
- Autres charges d'exploitation	4.6	-72 417	-111 960
<b>Produit net bancaire</b>		<b>929 126</b>	<b>1 509 225</b>
- Charges générales d'exploitation	4.7	-74 721	-86 525
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-7	-8
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>854 398</b>	<b>1 422 692</b>
+/- coût du risque	4.8	-3 204	-
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>851 194</b>	<b>1 422 692</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	4.9	-86 814	24 920
<b>Résultat courant avant impôts</b>		<b>764 380</b>	<b>1 447 611</b>
+/- Résultat exceptionnel	4,10	51	-6
- Impôt sur les bénéfices	4.11	15 666	43 396
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>780 097</b>	<b>1 491 002</b>

## III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale décide de répartir le bénéfice de l'exercice de 780 096 828,75 euros majoré du report à nouveau de l'exercice antérieur de 746 159,10 euros, soit la somme de 780 842 987,85 euros comme suit :

- de verser un dividende de 9,07 euros à chacune des 34 302 302 actions existantes au 31 décembre 2025 ; soit une distribution globale de 3 111 121 879,14 euros.

Ces dividendes sont éligibles à l'abattement prévu par l'article 158 du CGI ;

- de ne verser aucune somme à la réserve légale, cette dernière ayant atteint le minimum réglementaire de 10% du capital social ;
- d'affecter à la réserve facultative un montant de 469 000 000 euros ;
- de reporter à nouveau le solde de 721 108,71 euros.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, il est rappelé que les dividendes versés par action au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	2022	2023	2024
Montant unitaire en €	5,34 €	4,87 €	4,97 €
Dividendes éligibles à l'abattement prévu par l'article 158 du CGI	OUI	OUI	OUI

Cette résolution est approuvée à l'unanimité des voix exprimées.

## IV. — Notes annexes aux comptes annuels

## Note 1 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sociaux de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes ;
- l'indépendance des exercices.

## 1.1 Évaluation des créances et dettes et utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

Les créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition s'il est différent de la valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédits concerné.

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas concernant :

- la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- les régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux ;
- la valorisation des titres de participation ;
- les provisions pour risques et charges.

### 1.2 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme au règlement ANC n° 2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance, indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non-recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps, à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec ;
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre ;
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes ;
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

### 1.3 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées » ;
- « Obligations et autres titres à revenu fixe » ;
- « Actions et autres titres à revenu variable ».

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

#### Titres de transaction

Sont classés dans ce portefeuille les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et qui sont négociables sur un marché dont la liquidité est assurée, avec des prix de marché significatifs. Ils sont enregistrés coupon couru éventuel à l'achat inclus, les frais d'acquisition étant portés en charges. À la date de clôture, les titres de transaction sont évalués au prix de marché. Le solde global des gains et des pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

**Titres de placement**

Les titres de placement sont la catégorie de classement par défaut des titres qui ne relèvent pas d'un autre classement comptable. Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné. À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel par code valeur ou par ensembles homogènes ; les titres de placement sont valorisés au cours de cotation lorsque le marché est actif, à défaut par des techniques de valorisation s'appuyant sur des transactions récentes ou des modélisations couramment utilisées par les intervenants de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Titres d'investissement**

Sont classés dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques). L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les bons du Trésor, titres de créances négociables (court terme et moyen terme) et les instruments du marché interbancaire classés dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont enregistrés au prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. Les produits d'intérêts sont calculés au taux négocié, le montant de la prime ou de la décote faisant l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle.

Les obligations comprises dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont comptabilisées hors coupon couru. Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres. Lorsque leur prix d'acquisition est différent de leur valeur de remboursement, cette différence est amortie actuariellement et portée en charges ou produits selon le cas.

Les titres libellés en devises sont évalués au cours de change à la date de clôture ou à la date antérieure la plus proche. Les différences d'évaluation sont portées en pertes ou en gains sur opérations financières.

**Reclassement d'actifs financiers**

Les reclassements de titres entre les différentes catégories comptables obéissent aux dispositions prévues par les articles 2381-1 à 2381-5 du règlement ANC 2014-07.

**Cessions temporaires de titres**

Les cessions temporaires de titres sont destinées à garantir des prêts ou des emprunts de trésorerie par des titres. Elles prennent principalement deux formes distinctes, selon le mécanisme juridique utilisé, à savoir :

- les pensions ;
- les prêts et emprunts de titres.

La pension consiste juridiquement à céder en pleine propriété des titres, l'acheteur s'engageant irrévocablement à les rétrocéder et le vendeur à les reprendre, à un prix et une date convenus lors de la conclusion du contrat. Comptablement, les titres donnés en pension sont maintenus dans leur poste d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables aux portefeuilles auxquels ils se rattachent. Parallèlement, la dette représentative du montant encaissé est enregistrée au passif. La créance représentative d'une pension sur titres reçus est enregistrée à l'actif.

Les prêts de titres sont des prêts à la consommation régis par le Code civil dans lesquels l'emprunteur s'engage irrévocablement à restituer les titres empruntés à l'échéance. Ces prêts sont généralement garantis par la remise d'espèces, qui restent acquises au prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans ce dernier cas, l'opération est assimilée à une opération de pension et enregistrée comptablement comme telle. En cas de prêt dit « sec » sans remise d'espèces, les titres prêtés ne figurent plus au bilan et une créance représentative de la valeur des titres prêtés est inscrite à l'actif, cette créance étant évaluée à chaque arrêté selon les règles applicables au portefeuille d'origine des titres. En cas d'emprunt dit « sec », les titres empruntés sont inscrits dans le portefeuille de transaction et une dette est constatée au passif, au prix de marché à la mise en place et lors des arrêts ultérieurs. Dans les états de synthèse, le montant de la dette représentative de la valeur des titres empruntés au passif est diminué du montant des titres empruntés comptabilisés à l'actif.

**1.4 Options**

Les primes payées ou perçues sont enregistrées en compte de bilan lors de leur paiement ou à leur encaissement. Les primes sur options non dénouées sont évaluées à la clôture de l'exercice lorsqu'elles sont traitées sur un marché organisé. L'écart est enregistré au compte de résultat. Les gains et les pertes sur les opérations de gré à gré traitées en dehors des marchés organisés et assimilés sont enregistrés au compte de résultat lors du dénouement.

**1.5 Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion.

Les titres de participation et de filiales sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

Ces titres sont comptabilisés au coût historique. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

**1.6 Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle, les durées de vie usuelles étant :

- logiciels : 1 à 10 ans ;
- constructions – gros œuvre structure : 20 à 80 ans ;
- constructions – équipements : 10 à 40 ans ;
- agencements et installations : 5 à 15 ans ;
- matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans ;
- matériel informatique : 3 à 5 ans.

Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

### **1.7 Conversion des opérations en devises**

Les créances et dettes, ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan, sont convertis au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu.

Les actifs corporels sont maintenus au coût historique. Les actifs financiers sont convertis au cours de clôture (voir précisions notes précédentes).

Les produits et charges en devises sont enregistrés en résultat au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus, mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change latents ou définitifs résultant des opérations de conversion sont constatés à chaque arrêté comptable.

### **1.8 Contrats d'échange (swaps)**

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- portefeuille (a) vers le portefeuille (b) ;
- portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d) ;
- portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs. Le risque de contrepartie est calculé conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8 %. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10 %.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier.

### **1.9 Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail**

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC.

#### **Régimes de retraite des employés**

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ces contrats de type article 83 CGI assurent le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies. L'engagement relatif à ce régime est entièrement couvert par les réserves constituées. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

#### **Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail**

Les futures indemnités de fin de carrière et les primes à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par contrat d'assurance.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié à un âge qui a été porté de son 62<sup>e</sup> à son 63<sup>e</sup> anniversaire depuis l'exercice 2023, afin de tenir compte des effets de la réforme des retraites entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Le coût des services passés lié à cette modification d'âge de départ est comptabilisé dans le résultat de l'exercice.

### **1.10 Fonds pour risques bancaires généraux**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que la banque décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

Les montants affectés à ces fonds s'élèvent à 61,6 millions d'euros, aucun mouvement n'ayant affecté ce poste durant l'exercice.

### 1.11 Provisions

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

La BFCM peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1 % des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1 % précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

### 1.12 Commissions

Les commissions sont généralement enregistrées à leur encaissement, à l'exception de celles rémunérant un service dans le temps, ou lorsqu'elles sont relatives aux opérations financières constatées dès la clôture de l'émission ou de leur facturation.

### 1.13 Impôt sur les bénéfices

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CFCM) a exercé l'option pour « l'intégration fiscale mutualiste » conformément aux dispositions de l'article 223 A, 5<sup>e</sup> alinéa du Code général des impôts.

Le mécanisme de l'intégration fiscale permet de payer l'impôt sur les sociétés sur un résultat global obtenu en faisant la somme algébrique des résultats positifs et négatifs des différentes entités du groupe. Le groupe d'intégration fiscale de la CFCM est constitué de :

- la CFCM, société « tête d'intégration » ;
- les caisses locales et régionales qui lui sont affiliées en vertu d'un agrément d'exercice collectif délivré par le régulateur bancaire ;
- la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et ainsi que 36 autres entités du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale qui ont exercé l'option pour y participer.

Par convention, chaque membre de l'intégration fiscale est tenu de verser à la CFCM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si le membre était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les membres auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle calculé comme si la société était imposée séparément ;
- la contribution additionnelle de 3 % sur les revenus distribués ;
- les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôt ;
- la charge ou le produit d'impôt afférent aux crédits d'impôt sur prêts à taux zéro et prêts assimilés.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et les contributions additionnelles sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable. Les crédits d'impôt attachés aux revenus de valeurs mobilières ne sont pas comptabilisés. Leur imputation est faite directement en déduction de la charge d'impôt.

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025-02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due. L'article 12 de la loi de Finances pour 2026 publiée au Journal officiel du 20 février 2026 a prorogé d'un exercice pour les entreprises ou groupes d'intégration fiscale réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1,5 milliard d'euros la contribution exceptionnelle, à laquelle l'établissement sera soumis.

### 1.14 Implantations dans les États ou territoires non coopératifs en matière de transparence et d'échange d'informations en matière fiscale

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L.511-45 du Code monétaire et financier.

### 1.15 Consolidation

La société est intégrée globalement dans le périmètre de consolidation de Crédit Mutuel Alliance Fédérale faisant lui-même partie du périmètre de consolidation de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

## Note 2 Notes annexes au bilan

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers euros.

### 2.0 Mouvements ayant affecté les postes de l'actif immobilisé

	Valeur brute au 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Transferts ou Remboursements	Valeur brute au 31/12/2025
Immobilisations financières	37 782 950	3 256 047	496	-928 635	40 109 866
Immobilisations corporelles	1 578	-	-	-	1 578
Immobilisations incorporelles	8 000	-	-	-	8 000
<b>Totaux</b>	<b>37 792 528</b>	<b>3 256 047</b>	<b>496</b>	<b>-928 635</b>	<b>40 119 444</b>

**2.1 Amortissements et dépréciations sur actif immobilisé****Amortissements**

	Amortissements au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Amortissements au 31/12/2025
Immobilisations financières	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1 542	7	-	1 549
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>1 542</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>1 549</b>

**Dépréciations**

	Dépréciations au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Dépréciations au 31/12/2025
Immobilisations financières	487 247	95 038	8 396	573 889
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>487 247</b>	<b>95 038</b>	<b>8 396</b>	<b>573 889</b>

**2.2 Répartition des créances et dettes****A) Créances sur les établissements de crédits et les banques centrales**

	Montant 2025		Montant 2024	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Comptes Ordinaires	924 827	-	828 414	-
Prêts, valeurs reçues en pension <sup>(1)</sup>	13 527 106	141 353 322	33 970 700	133 240 907
Titres reçus en pension livrée	-	1 154 606	-	1 334 230
Valeurs non imputées	-	20	-	7
Créances rattachées <sup>(1)</sup>	755	651 533	2 831	788 589
Créances douteuses	-	-	-	-
(Dépréciations)	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 452 688</b>	<b>143 159 481</b>	<b>34 801 945</b>	<b>135 363 733</b>
Prêts subordonnés	-	7 098 151	-	6 013 151
<b>Total des créances envers les EC et BC</b>	<b>-</b>	<b>164 710 320</b>	<b>-</b>	<b>176 178 829</b>
<i>(1) dont Banques Centrales</i>	<i>13 442 747</i>	<i>-</i>	<i>33 944 829</i>	<i>-</i>

**B) Dettes envers les établissements de crédits et les banques centrales**

	Montant 2025		Montant 2024	
	À vue	À terme	À vue	À terme
Comptes Ordinaires	28 891 675	-	23 101 759	-
Emprunts <sup>(1)</sup>	290 213	66 715 527	1 986 524	62 483 091
Valeurs données en pension <sup>(1)</sup>	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	1 341 908	-	1 698 651
Valeurs non imputées	-	-	-	-
Dettes rattachées <sup>(1)</sup>	29	736 369	238	635 727
Autres sommes dues	388 764	-	872 343	-
<b>Total</b>	<b>29 570 681</b>	<b>68 793 804</b>	<b>25 960 864</b>	<b>64 817 469</b>
<b>Total des dettes envers les EC et BC</b>	<b>-</b>	<b>98 364 485</b>	<b>-</b>	<b>90 778 333</b>
<i>(1) dont Banques Centrales</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

**2.3 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle****Actif**

	Inférieure ou égale à trois mois	De trois mois à un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
<b>Créances sur les établissements de crédit et les banques centrales</b>						
À vue	14 451 933	-	-	-	755	14 452 688
À terme	21 967 584	21 579 496	70 730 536	35 328 483	651 533	150 257 632
<b>Créances sur la clientèle</b>						
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Autres concours à la clientèle	355 920	105 106	662 000	186 845	4 738	1 314 609
Créances douteuses	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	176 090	-	176 090



<b>Obligations &amp; autres titres à revenu fixe</b>	1 710 031	813 386	11 242 608	16 205 783	417 476	30 389 284
<i>dont titres de transaction</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>38 485 468</b>	<b>22 497 988</b>	<b>82 635 144</b>	<b>51 897 201</b>	<b>1 074 502</b>	<b>196 590 303</b>

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables à plus de cinq ans.

#### Passif

	Inférieure ou égale à trois mois	De trois mois à un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
<b>Dettes envers les établissements de crédit et les banques centrales</b>						
À vue	29 570 652	-	-	-	29	29 570 681
À terme	6 163 572	4 742 863	31 401 000	25 750 000	736 369	68 793 804
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>						
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-
À vue	-	-	-	-	-	-
À terme	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-	-
À vue	1 355 441	-	-	-	-	1 355 441
À terme	-	-	-	-	69	69
Comptes ordinaires créditeurs	-	-	-	7 155 077	-	7 155 077
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Titres du marché interbancaire et titres de	-	-	-	-	-	-
Créances négociables	12 674 309	17 697 264	2 071 180	1 233 000	300 868	33 976 621
Emprunts obligataires	3 474 436	8 474 282	26 196 654	11 361 778	640 606	50 147 756
Autres titres	-	-	9 500 000	5 250 000	185 291	14 935 291
<b>Dettes subordonnées</b>	1 000 000	1 175 000	2 590 000	7 250 000	259 643	12 274 643
<b>Totaux</b>	<b>54 238 410</b>	<b>32 089 409</b>	<b>71 758 834</b>	<b>57 999 855</b>	<b>2 122 875</b>	<b>218 209 383</b>

#### 2.4 Répartition des créances sur la clientèle

Hors créances rattachées de 4 738 milliers d'euros sur créances brutes

	Montant 2025			Montant 2024		
	Créances brutes	dont Créances douteuses	Dépréciations	Créances brutes	dont Créances douteuses	Dépréciations
<b>Répartition par grands types de contrepartie</b>						
Sociétés	1 485 901	24 997	24 997	1 472 859	25 027	25 027
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-
Particuliers	9	-	-	9	-	-
Administrations publiques	51	-	-	20	-	-
Administrations privées	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 485 961</b>	<b>24 997</b>	<b>24 997</b>	<b>1 472 888</b>	<b>25 027</b>	<b>25 027</b>
<b>Répartition par secteurs d'activité</b>						
Agriculture et industries minières	-	-	-	-	-	-
Commerces de détails et de gros	-	-	-	-	-	-
Industries	-	-	-	-	-	-
Services aux entreprises et holding	24 997	24 997	24 997	25 027	25 027	25 027
Services aux particuliers	-	-	-	-	-	-
Services financiers	1 394 425	-	-	1 372 841	-	-
Services immobiliers	65 262	-	-	71 004	-	-
Transports et communication	61	-	-	59	-	-
Non ventilé et autres	1 216	-	-	3 957	-	-
<b>Total</b>	<b>1 485 961</b>	<b>24 997</b>	<b>24 997</b>	<b>1 472 888</b>	<b>25 027</b>	<b>25 027</b>
<b>Répartition par secteurs géographiques</b>						
France	1 225 889	24 997	24 997	1 454 954	25 027	25 027
Europe hors France	260 072	-	-	17 934	-	-
Autres pays	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 485 961</b>	<b>24 997</b>	<b>24 997</b>	<b>1 472 888</b>	<b>25 027</b>	<b>25 027</b>

Sur l'exercice 2025, la BFCM a comptabilisé une reprise sur provisions d'un montant de 30 milliers d'euros. L'encours de créances douteuses est de 24 997 milliers d'euros. Parmi les créances ci-dessus, aucune créance n'est compromise ou restructurée.

**2.5 Montant des engagements sur participations et filiales intégrées globalement****Actif**

	Montant 2025	Montant 2024
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>		
À vue	129 848	118 728
À terme	112 383 179	103 877 814
<b>Créances sur la clientèle</b>		
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	313 460	377 003
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	19 267 989	19 460 766
<b>Créances subordonnées</b>	7 693 269	6 706 473
<b>Total</b>	<b>139 787 745</b>	<b>130 540 784</b>

**Passif**

	Montant 2025	Montant 2024
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>		
À vue	13 597 954	10 643 553
À terme	61 997 149	57 434 157
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>		
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
À vue	-	-
À terme	-	-
Autres dettes	-	-
À vue	1 006 031	750 663
À terme	-	-
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de	-	-
Créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	2 447 377	2 473 597
Autres dettes représentées par un titre	5 841	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-	16 501
<b>Total</b>	<b>79 054 352</b>	<b>71 318 471</b>

Ce tableau comprend les engagements reçus et donnés sur les participations et filiales intégrées par intégration globale dans la consolidation de la BFCM.

**2.6 Répartition des actifs subordonnés**

	Montant 2025		Montant 2024	
	Montant subordonné	dont prêts participatifs	Montant subordonné	dont prêts participatifs
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>				
À terme	6 654 151	-	5 569 151	-
Indéterminée	444 000	-	444 000	-
<b>Créances sur la clientèle</b>				
Autres concours à la clientèle	694 000	694 000	794 000	794 000
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	50 000	-	190 596	132 873
<b>Total</b>	<b>7 842 151</b>	<b>694 000</b>	<b>6 997 747</b>	<b>926 873</b>

**2.7 Dettes subordonnées**

Type d'emprunt	Montant 2025			Montant 2024		
	Devise	Encours	Échéance	Devise	Encours	Échéance
Emprunt SUB	EUR	500 000	indéterminée	EUR	500 000	indéterminée
Emprunt TSS	EUR	-	indéterminée	EUR	593 215	indéterminée
TSR 2,5 % – XS1824240136	EUR	500 000	25/05/2028	EUR	500 000	25/05/2028
TSR 3 % – XS1288858548	EUR	-	11/09/2025	EUR	1 000 000	11/09/2025
TSR 2,375 % – XS1385945131	EUR	1 000 000	24/03/2026	EUR	1 000 000	24/03/2026
TSR 1,875 % – XS1512677003	EUR	700 000	04/11/2026	EUR	700 000	04/11/2026
TSR 2,625 % – XS1587911451	EUR	500 000	31/03/2027	EUR	500 000	31/03/2027
TSR 1,625 % – XS1717355561	EUR	500 000	15/11/2027	EUR	500 000	15/11/2027
TSR 1,875 % – FR0013425162	EUR	1 000 000	18/06/2029	EUR	1 000 000	18/06/2029
TSR 1,125 % – FR0014006KD4	EUR	750 000	19/11/2031	EUR	750 000	19/11/2031

TSR 1,8 % – FR0012632495	EUR	-	02/04/2025	EUR	3 000	02/04/2025
TSR 1,9 % – FR0012618320	EUR	-	02/04/2025	EUR	22 000	02/04/2025
TSR 2,125 % – FR0013201431	EUR	300 000	12/09/2026	EUR	300 000	12/09/2026
TSR 2,75 % – FR0012616894	EUR	40 000	27/04/2027	EUR	40 000	27/04/2027
TSR 3,4 % – FR0012304442	EUR	55 000	22/12/2026	EUR	55 000	22/12/2026
TSR 3,875 % – FR001400AY79	EUR	1 250 000	16/06/2032	EUR	1 250 000	16/06/2032
TSR 4,25 % – FR0011781061	EUR	120 000	27/06/2026	EUR	120 000	27/06/2026
TSR EURIB6+1,78 – FR0013073764	EUR	50 000	23/12/2030	EUR	50 000	23/12/2030
TSR 1,35 % – FR0012767267	EUR	-	02/06/2025	EUR	30 000	02/06/2025
TSR 5,125 % – FR001400F323	EUR	1 250 000	13/01/2033	EUR	1 250 000	13/01/2033
TSR 4,375 % – FR001400N315	EUR	1 500 000	11/01/2034	EUR	1 500 000	11/01/2034
TSR 4 % – FR001400WJH9	EUR	1 250 000	15/01/2035			
TSR 3,75 % – FR00140142K0	EUR	750 000	14/05/2036			
		<b>12 015 000</b>			<b>11 663 215</b>	
		259 643	Créances rattachées		220 935	Créances rattachées
Conditions	Les emprunts et les titres subordonnés occupent un rang inférieur par rapport aux créances de tous les autres créanciers, à l'exclusion des titres participatifs. Les titres super subordonnés occupent le dernier rang, car ils sont expressément subordonnés à toutes les autres dettes de l'entreprise, qu'elles soient chirographaires ou subordonnées.					
Possibilité remboursement anticipé	Pas de possibilité les cinq premières années sauf si augmentation concomitante du capital. Interdit pour l'emprunt TSR, sauf en cas de rachat en bourse, OPA ou OPE. Restreintes pour les titres super subordonnés (TSS) car ils sont assimilés à des Fonds Propres de base.					

## 2.8 Portefeuille titres : ventilation entre portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement

	Montant 2025			Montant 2024		
	Portefeuille transaction	Portefeuille placement	Portefeuille investissement	Portefeuille transaction	Portefeuille placement	Portefeuille investissement
Effets publics et valeurs assimilées.	-	10 571 311	-	-	8 942 398	-
Obligations et autres titres	-	11 168 578	19 220 706	899	10 846 181	19 146 978
Actions et OPC	-	1 138 322	-	-	1 036 283	-
<b>Totaux</b>	-	<b>22 878 211</b>	<b>19 220 706</b>	<b>899</b>	<b>20 824 862</b>	<b>19 146 978</b>

Il n'y a aucun encours de titre de transaction sur un marché actif au sens de l'article ANC 2321-1.

## 2.9 Portefeuille titres : titres ayant fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre

Suite aux modifications du règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à la comptabilisation des opérations sur titres introduites par le règlement CRC n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « titres de transaction » et hors de la catégorie « titres de placement », la BFCM n'a opéré aucun reclassement au 31 décembre 2025.

## 2.10 Portefeuille titres : différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement des titres de placement et des titres d'investissement

Nature des titres	Décotes/surcotes nettes restant à amortir			
	Montant 2025		Montant 2024	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
■ Marché obligataire	121 822	135 481	113 559	136 484
■ Marché monétaire	29 071	230	18 210	-
Titres d'investissement				
■ Marché obligataire	1 259	-	1 749	-
■ Marché monétaire	-	-	-	-

## 2.11 Portefeuille titres : plus et moins-values latentes sur titres

	Montant 2025	Montant 2024
Montant des plus-values latentes sur titres de placement :	285 371	360 233
Montant des moins-values latentes sur titres de placement et ayant fait l'objet d'une dépréciation :	165 674	337 741
Montant des moins-values latentes sur titres d'investissement :	396 247	295 255
Montant des plus-values latentes sur titres d'investissement :	54 059	162 744

## 2.12 Portefeuille titres : montant des créances représentatives des titres prêtés

	Montant 2025	Montant 2024
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et OPC	-	-

**2.13 Portfeuille titres : montant des créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres**

	Montant 2025		Montant 2024	
	Créances se rapportant aux pensions livrées	Dettes se rapportant aux pensions livrées	Créances se rapportant aux pensions livrées	Dettes se rapportant aux pensions livrées
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>				
À vue	-	-	-	-
À terme	1 154 606	-	1 334 230	-
<b>Créances sur la clientèle</b>				
Autres concours à la clientèle	-	-	-	-
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>				
À vue	-	-	-	-
À terme	-	1 341 908	-	1 698 651
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>				
Autres dettes	-	-	-	-
À vue	-	-	-	-
À terme	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 154 606</b>	<b>1 341 908</b>	<b>1 334 230</b>	<b>1 698 651</b>

Les actifs mis en pension au 31 décembre 2025 correspondent à :

- des dépôts sécurisés pour 40 000 milliers d'euros ;
- des emprunts d'État pour 965 620 milliers d'euros.

**2.14 Portfeuille titres : ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe selon l'émetteur**

	Montant 2025			Montant 2024		
	Émetteur			Émetteur		
	Organismes publics	Autres	Créances rattachées	Organismes publics	Autres	Créances rattachées
Effets publics, obligations et autres titres	14 178 419	26 297 181	484 995	11 978 446	26 587 649	370 362

**2.15 Portfeuille titres : ventilation selon la cotation**

	Montant 2025			Montant 2024		
	Montant des titres cotés	Montant des titres non cotés	Créances rattachées	Montant des titres cotés	Montant des titres non cotés	Créances rattachées
Effets publics et valeurs assimilés	10 503 792	-	67 519	7 951 758	931 790	58 850
Obligations et autres titres	29 020 808	951 000	417 476	28 708 140	974 407	311 512
Actions et OPC	1 136 888	1 434	-	1 034 644	1 639	-
<b>Totaux</b>	<b>40 661 488</b>	<b>952 434</b>	<b>484 995</b>	<b>37 694 542</b>	<b>1 907 836</b>	<b>370 362</b>

**2.16 Portfeuille titres : informations sur les OPC**

	Montant 2025			Montant 2024		
	Montant des parts d'OPC français	Montant des parts d'OPC étrangers	Total	Montant des parts d'OPC français	Montant des parts d'OPC étrangers	Total
Titres à revenu variable : OPC	-	-	-	-	-	-

	Montant 2025			Montant 2024		
	Montant des parts d'OPC de capitalisation	Montant des parts d'OPC de distribution	Total	Montant des parts d'OPC de capitalisation	Montant des parts d'OPC de distribution	Total
Titres à revenu variable : OPC	-	-	-	-	-	-

**2.17 Portfeuille titres : participations et parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit**

	Montant détenu dans des établissements de crédit en 2025	Montant détenu dans des établissements de crédit en 2024
Participations et activité de portefeuille	195 719	187 146
Parts dans les entreprises liées	6 396 882	6 396 882
<b>Total</b>	<b>6 592 601</b>	<b>6 584 028</b>

**2.18 Portfeuille titres : information sur l'activité de portefeuille**

Au 31 décembre 2025 il n'y a pas d'encours de titres sur l'activité de portefeuille.

**2.19 Sociétés à responsabilité illimitée dans lesquelles l'établissement est associé**

Nom de la société	Siège social	Forme juridique
CM Foncière	STRASBOURG	Société en Nom Collectif

**2.20 Ventilation du poste « Capitaux Propres »**

	Montant 2024	Affectation du résultat	Augmentation de capital et autres variations	Montant 2025
Capital souscrit	1 715 115	-	-	1 715 115
Primes d'émission	4 852 655	-	-	4 852 655
Réserve légale	171 512	-	-	171 512
Réserves statutaires et contractuelles	8 380 062	1 320 000	-	9 700 062
Réserves réglementées	-	-	-	-
Autres réserves	9 495	-	-	9 495
Report à nouveau	226	520	-	746
Résultat de l'exercice	1 491 002	-1 491 002	-	780 097
Distribution de dividendes	-	170 482	-	-
<b>Total</b>	<b>16 620 067</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 229 682</b>
Fonds pour risque bancaire généraux	61 552			61 552

Le capital est composé de 34 302 302 actions d'une valeur nominale de 50 euros.

**2.21 Frais d'établissement, frais de recherche et de développement et fonds commerciaux**

	Montant 2025	Montant 2024
Frais d'établissement	-	-
Frais de constitution	-	-
Frais de premier établissement	-	-
Frais d'augmentation de capital et d'opérations diverses	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-
Fonds commerciaux	-	-
Autres immobilisations incorporelles	8 000	8 000
<b>Total</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>

**2.22 Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale**

Les créances éligibles sont exclusivement constituées de créances sur la clientèle. Au 31 décembre 2025, l'encours mobilisable s'élève à 14 200 735 milliers d'euros et il n'y a plus de créances éligibles BFCM au refinancement d'une banque centrale.

**2.23 Intérêts courus à recevoir ou à payer****Actif**

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Caisse, banques centrales	747	-
Effets publics et valeurs assimilées	67 519	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
À vue	8	-
À terme	651 533	-
Créances sur la clientèle	-	-
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	4 738	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	417 476	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et activités de portefeuille	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-

**Passif**

Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
À vue	-	29
À terme	-	736 369
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
À vue	-	-

À terme	-	-
Autres dettes	-	-
À vue	-	-
À terme	-	69
Dettes représentées par un titre	-	-
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	300 867
Emprunts obligataires	-	640 607
Autres dettes représentées par un titre	-	185 291
Dettes subordonnées	-	259 643
<b>Total</b>	<b>1 142 021</b>	<b>2 122 875</b>

## 2.24 Postes « Autres actifs » et « Autres passifs »

### Autres actifs

	Montant 2025	Montant 2024
Instruments conditionnels achetés	611	1 555
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	20 980	33 775
Débiteurs divers	7 018 401	5 763 574
Créances de carry back	-	-
Autres stocks et assimilés	-	-
Autres emplois divers	-	-
<b>Total</b>	<b>7 039 992</b>	<b>5 798 904</b>

### Autres passifs

	Montant 2025	Montant 2024
Autres dettes de titres	49	49
Instruments conditionnels vendus	11 535	7 767
Dettes de titres de transaction	-	-
<i>dont dettes sur titres empruntés</i>	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	451 998	162 273
Versement restant à effectuer sur titres non libérés	30	30
Créditeurs divers	246 099	778 545
<b>Total</b>	<b>709 711</b>	<b>948 664</b>

## 2.25 Comptes de régularisation

### Actif

	Montant 2025	Montant 2024
Siège et succursale – réseau	-	-
Comptes d'encaissement	66	33
Comptes d'ajustement	58 063	79 304
Comptes d'écarts	-	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués	-	-
Pertes à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués	130 637	126 791
Charges à répartir	322 551	338 908
Charges constatées d'avance	69 525	94 264
Produits à recevoir	511 777	546 441
Comptes de régularisation divers	1 088 090	77 020
<b>Total</b>	<b>2 180 709</b>	<b>1 262 761</b>

### Passif

	Montant 2025	Montant 2024
Siège et succursale – réseau	-	-
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	130	137
Comptes d'ajustement	2 100 375	443 046
Comptes d'écarts	-	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués	455 198	468 157
Produits constatés d'avance	5 562	9 326
Charges à payer	435 956	601 555
Comptes de régularisation divers	818 553	1 110 856
<b>Total</b>	<b>3 815 774</b>	<b>2 633 077</b>

Les articles L.441-14 et D.441-6 du Code de commerce prévoient une information spécifique sur les dates d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs ; les sommes en question sont négligeables pour notre société et aucune facture n'a connu de retard de règlement.

## 2.26 Solde non amorti de la différence entre montant initialement reçu et prix de remboursement des dettes représentées par un titre

	Montant 2025	Montant 2024
Prime d'émission des titres à revenu fixe	244 706	261 297
Primes de remboursement des titres à revenu fixe	139	208

## 2.27 Provisions

	Montant 2025	Dotation	Reprise	Montant 2024	Délai de retournement
Pour éventualités diverses	541 000	72 000	-	469 000	> 3 ans
Sur swaps	23 986	-	70 111	94 097	< 1 an
Pour risque titres immobilisés	-	-	-	-	< 1 an
Pour impôts et redressements	-	-	-	-	> 1 an
Autres provisions	7 075	-	3 234	10 309	< 1 an
Pour passifs sociaux	230	207	192	215	< 1 an
<b>Total</b>	<b>572 291</b>	<b>72 207</b>	<b>73 537</b>	<b>573 621</b>	-

## 2.28 Contre-valeur en euros de l'actif et du passif en devises hors zone euro

### Actif

	Montant 2025	Montant 2024
Caisse, banques centrales, CCP	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédit	16 820 829	16 416 954
Créances sur la clientèle	191 071	186 958
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	1 138 130	1 036 091
Promotion immobilière	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Participations et activités de portefeuille	133 420	137 545
Parts dans les entreprises liées	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Autres actifs	995 271	734 184
Comptes de régularisation	424 838	470 054
<b>Total activité devises</b>	<b>19 703 559</b>	<b>18 981 786</b>
<b>Pourcentage du total actif</b>	<b>8,19%</b>	<b>7,71%</b>

### Passif

	Montant 2025	Montant 2024
Banques centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	8 548 865	8 071 347
Comptes créditeurs de la clientèle	353 503	3 893 994
Dettes représentées par un titre	28 180 093	27 840 856
Autres passifs	237 315	158 614
Comptes de régularisation	97 847	144 651
Provisions	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Excédent de charges sur les produits	62 529	-34 846
<b>Total activité devises</b>	<b>37 480 152</b>	<b>40 074 616</b>
<b>Pourcentage du total passif</b>	<b>15,58%</b>	<b>16,28%</b>

## Note 3 Notes annexes au hors bilan

### 3.0 Engagements de financement donnés et reçus

	Montant 2025	Montant 2024
<b>Engagements de financement donnés</b>		
Établissements de crédits	142 553	248 028
Clientèle	558 000	203 500
<b>Engagements de financement reçus</b>		
Établissements de crédits	29 932 554	34 662 708

<i>dont BDF</i>	29 932 554	34 662 708
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>30 633 107</b>	<b>35 114 236</b>

### 3.1 Engagements de garantie donnés et reçus

	Montant 2025	Montant 2024
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
Établissements de crédits	5 746 723	6 250 896
Clientèle	51 100	61 867
<b>Engagements de garantie reçus</b>		
Établissements de crédits	-	-
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>5 797 823</b>	<b>6 312 763</b>

### 3.2 Actifs donnés en garantie d'engagements

	Montant 2025	Montant 2024
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme	-	-
Pensions données en garantie	24 936	6 792
Pensions données en nantissement	-	-
Autres valeurs affectées en garantie	29 958 085	34 662 708
<i>dont BDF</i>	29 932 553	34 662 708
<i>dont BEI</i>	25 532	-
<b>Total</b>	<b>29 983 021</b>	<b>34 669 500</b>

La société CM HOME LOAN SFH est une filiale à 99,99 % de la BFCM. Elle a pour objet d'émettre pour le compte exclusif de sa société mère des titres sécurisés par des crédits hypothécaires et assimilés distribués par les réseaux du Crédit Mutuel et du CIC. En application des dispositions contractuelles liées à ces opérations, la BFCM serait tenue d'apporter des actifs en garantie des émissions de CM HOME LOAN SFH sous certaines conditions potentielles (telles que la dégradation de la notation en dessous d'un certain niveau ou le dimensionnement des crédits hypothécaire). Au 31 décembre 2025 ce mécanisme dérogatoire n'a pas eu à être mis en œuvre.

### 3.3 Actifs reçus en garantie

	Montant 2025	Montant 2024
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme	4 994	12 680
Autres valeurs reçues en garantie	-	-
<i>dont BEI</i>	-	-
<b>Total</b>	<b>4 994</b>	<b>12 680</b>

La banque se refinance auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat par émission de billets à ordre en mobilisation de créances visées à l'article L.313-42 du Code monétaire et financier pour un total de 2 538 000 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Les prêts à l'habitat garantissant ces billets à ordre sont apportés par Crédit Mutuel Alliance Fédérale dont la BFCM est filiale et s'élèvent à la même date à 3 655 632 milliers d'euros.

### 3.4 Opérations à terme en devises non encore dénouées à la date de clôture du bilan

Opérations de change à terme	Montant 2025		Montant 2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euros à recevoir contre devises à livrer	7 003 726	7 588 735	6 674 839	7 284 704
<i>dont swaps de devises</i>	5 930 995	6 516 325	6 666 782	7 276 628
Devises à recevoir contre euros à livrer	28 229 588	29 625 966	33 388 063	33 057 701
<i>dont swaps de devises</i>	15 768 004	17 046 991	18 580 661	18 520 036
Devises à recevoir contre devises à livrer	1 633 607	1 589 176	2 430 424	2 447 573
<i>dont swaps de devises</i>	-	-	-	-

### 3.5 Autres opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan

	Montant 2025	Montant 2024
<b>Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'instruments de taux d'intérêt</b>		
Opérations fermes de couverture	-	-
<i>dont Ventes de contrats futures</i>	-	-
<i>dont Achats de contrats futures</i>	-	-
Opérations conditionnelles de couverture	-	-
Autres opérations fermes	-	-
<i>dont Ventes de contrats futures</i>	-	-
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de taux d'intérêt</b>		
Opérations fermes de couverture	477 505 831	424 289 410
<i>dont swaps de taux</i>	465 974 738	412 729 350



<i>swaps de taux en devises</i>	11 531 093	11 560 060
<i>Achat de floor</i>	-	-
<i>Vente de floor</i>	-	-
Opérations conditionnelles de couverture	100 000	100 000
<i>dont Achat swap option</i>	-	-
<i>Vente swap option</i>	-	-
<i>dont Achat de cap/floor</i>	100 000	100 000
<i>Vente de cap/floor</i>	-	-
Autres opérations fermes	5 996 000	5 253 800
<i>dont swaps de taux</i>	5 996 000	5 253 800
<i>Swaps de taux en devises</i>	-	-
Autres opérations conditionnelles	-	-
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de cours de change</b>		
Opérations conditionnelles de couverture	32 648	37 174
<i>dont Achat d'option change</i>	16 324	18 587
<i>Vente d'option change</i>	16 324	18 587
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur d'autres instruments que les instruments de taux d'intérêt et de cours de change</b>		
Opérations fermes de couverture	-	-
<i>dont Achat d'engagement à terme (NDF)</i>	-	-
<i>Vente d'engagement à terme (NDF)</i>	-	-
Opérations conditionnelles de couverture	-	-
<i>dont Achat d'option</i>	-	-
<i>Vente d'option</i>	-	-

### 3.6 Ventilation des opérations à terme non encore dénouées selon la durée résiduelle

	Montant 2025			Montant 2024		
	Moins d'un an	Plus d'un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Moins d'un an	Plus d'un an à cinq ans	Plus de cinq ans
Opérations en devises	23 009 678	14 055 975	1 738 224	22 835 392	18 966 459	988 127
<b>Opérations effectuées sur marchés organisés d'instruments de taux d'intérêt</b>						
Opérations fermes	-	-	-	-	-	-
<i>dont Ventes de contrats futures</i>	-	-	-	-	-	-
<i>dont Achats de contrats futures</i>	-	-	-	-	-	-
Autres opérations fermes	-	-	-	-	-	-
<i>dont Ventes de contrats futures</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de taux d'intérêt</b>						
Opérations fermes	68 582 062	216 846 851	198 072 918	52 161 899	180 927 522	196 453 789
<i>dont swaps</i>	68 582 062	216 846 851	198 072 918	52 161 899	180 927 522	196 453 789
<i>Achat de floor</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Vente de floor</i>	-	-	-	-	-	-
Opérations conditionnelles de couverture	-	100 000	-	-	100 000	-
<i>dont Achat de swap option</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Vente de swap option</i>	-	-	-	-	-	-
<i>dont Achat de cap/floor</i>	-	100 000	-	-	100 000	-
<i>Vente de cap/floor</i>	-	-	-	-	-	-
Autres opérations conditionnelles	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de cours de change</b>						
Opérations conditionnelles de couverture	-	32 648	-	-	37 174	-
<i>dont Achat d'option change</i>	-	16 324	-	-	18 587	-
<i>Vente d'option change</i>	-	16 324	-	-	18 587	-
<b>Opérations effectuées de gré à gré sur autres instruments à terme</b>						
Opérations fermes	-	-	-	-	-	-
<i>dont Achat d'engagement à terme (NDF)</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Vente d'engagement à terme (NDF)</i>	-	-	-	-	-	-
Opérations conditionnelles	-	-	-	-	-	-
<i>dont Achat d'option</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Vente d'option</i>	-	-	-	-	-	-

**3.7 Engagements avec participations et filiales intégrées globalement****Engagements donnés**

	Montant 2025	Montant 2024
Engagements de financement	100 000	100 000
Engagements de garantie	5 710 341	6 204 548
Engagements sur opérations devises	53 756	83 324
Engagements sur instruments financiers à terme	82 265 781	72 353 179
Engagements sur titres	-	19 038
Engagements sur opérations conditionnelles	16 324	18 587
<b>Total</b>	<b>88 146 202</b>	<b>78 778 676</b>

**Engagements reçus**

	Montant 2025	Montant 2024
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements sur opérations devises	53 702	83 514
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur opérations conditionnelles	16 324	18 587
<b>Total</b>	<b>70 026</b>	<b>102 101</b>

Ce tableau comprend les engagements reçus et donnés sur les participations et filiales intégrées par intégration globale dans la consolidation de la BFCM.

**3.8 Juste valeur des instruments dérivés**

	Montant 2025		Montant 2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Risques de taux – comptabilité de couverture (macro-micro)</b>				
Instruments conditionnels ou optionnels	2 582	-	197	120
Instruments fermes autres que swaps	-	-	-	128
Dérivés incorporés	64 405	55 109	54 537	40 820
Swaps	4 633 165	6 444 050	5 940 003	7 951 778
<b>Risques de taux – hors comptabilité de couverture</b>				
Instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
Instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
Dérivés incorporés	1 054	4 390	49 907	6 990
Swaps	9 766	4 957	19 793	64 667
<b>Risques de change</b>				
Instruments conditionnels ou optionnels	-	-	-	-
Instruments fermes autres que swaps	-	-	-	-
Swaps	74 439	1 772	136 518	52 197

La présentation de cette annexe résulte de l'application des règlements du CRC n° 2004-14 à 2004-19 relatifs aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers. La juste valeur des instruments dérivés est déterminée par rapport à la valeur de marché ou, à défaut, par l'application de modèles de marchés.

**Note 4 Notes annexes au compte de résultat****4.1 Produits et charges d'intérêts**

	Produits 2025	Produits 2024
Produits sur opérations avec les établissements de crédits	13 788 726	16 833 226
Produits sur opérations avec la clientèle	32 903	31 062
Produits sur obligations ou autres titres à revenu fixe	985 213	667 634
Produits sur prêts subordonnés	311 085	335 565
Autres produits à caractère d'intérêts	12 145	8 281
Reprises/dotations sur provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses	-	-
Reprises/dotations sur provisions à caractère d'intérêts	-	-
<b>Total</b>	<b>15 130 072</b>	<b>17 875 768</b>

	Charges 2025	Charges 2024
Charges sur opérations avec les établissements de crédits	11 603 932	13 592 825
Charges sur opérations avec la clientèle	176 644	319 566
Charges sur obligations ou autres titres à revenu fixe	2 794 407	3 466 751
Charges sur emprunts subordonnés	431 338	372 191
Autres charges à caractère d'intérêts	165 291	160 139

Dotations/reprises sur provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses	-	-
Dotations/reprises sur provisions à caractère d'intérêts	-	-
<b>Total</b>	<b>15 171 612</b>	<b>17 911 472</b>

**4.2 Ventilation des revenus des titres à revenu variable**

	Montant 2025	Montant 2024
Revenus des actions et autres titres à revenu variable de placement	21 938	16 545
Revenus des titres de participation et de filiales	701 944	1 629 647
Revenus des titres de l'activité de portefeuille	-	-
<b>Total</b>	<b>723 882</b>	<b>1 646 192</b>

**4.3 Commissions**

	Produits 2025	Produits 2024
Commissions sur opérations avec les établissements de crédits	1	1
Commissions sur opérations avec la clientèle	165	158
Commissions relatives aux opérations sur titres	34	15
Commissions sur opérations de change	9	9
Commissions sur prestations de service financiers	197 433	189 709
Commissions sur opérations de hors bilan	-	-
Commissions diverses d'exploitation	38	38
Reprises sur provisions relatives à des commissions	-	-
<b>Total</b>	<b>197 680</b>	<b>189 930</b>

	Charges 2025	Charges 2024
Commissions sur opérations avec les établissements de crédits	1 225	1 723
Commissions sur opérations avec la clientèle	6	11
Commissions relatives aux opérations sur titres	9 280	8 328
Commissions sur opérations de change	197	684
Commissions sur prestations de service financiers	187 213	179 250
Commissions sur opérations de hors bilan	-	-
Commissions diverses d'exploitation	6 538	5 289
Dotations aux provisions relatives à des commissions	-	-
<b>Total</b>	<b>204 459</b>	<b>195 285</b>

**4.4 Gains ou pertes sur portefeuille de négociation**

	Montant 2025	Montant 2024
Titres de transaction	96	260
Change	-17 978	49 250
Instruments financiers à terme	-5 243	-17 919
Dotations/reprises nettes de provisions	70 112	-77 949
<b>Total</b>	<b>46 987</b>	<b>-46 358</b>

**4.5 Gains ou pertes sur portefeuille titres de placement et assimilés**

	Montant 2025	Montant 2024
Frais d'acquisition sur titres de placement	-	-
Plus ou moins-values nettes de cessions	105 591	-12 453
Dotations ou reprises nettes de provisions	167 186	74 480
<b>Total</b>	<b>272 777</b>	<b>62 027</b>

En 2025, la BFCM a dégagé une plus-value de 104 millions d'euros suite à la cession de ses titres participatifs.  
Une reprise de provisions d'un montant de 122,2 millions d'euros sur le titre BOA a également été constatée.

**4.6 Autres produits ou charges d'exploitation**

	Montant 2025	Montant 2024
Produits divers d'exploitation	6 216	383
Charges diverses d'exploitation	-72 417	-111 960
<b>Total</b>	<b>-66 201</b>	<b>-111 577</b>

Au 31 décembre 2024, la BFCM disposait d'un stock de provisions pour éventualités diverses de 469 millions d'euros liée à son exposition sur le continent de l'Afrique.  
Au 31 décembre 2025, cette exposition a été ajustée (dotation) à la hausse de 72 millions d'euros contre 111 millions en 2024.

**4.7 Charges générales d'exploitation**

	Montant 2025	Montant 2024
Salaires et traitements	9 716	9 196
Charges de retraites	1 194	1 256
Autres charges sociales	3 384	3 308
Intéressement et participation des salariés	1 484	1 335
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 958	1 847
Autres impôts et taxes	19 055	24 835
Services extérieurs	39 632	48 317
Dotations/reprises sur provisions sur charges générales d'exploitation	16	-1 155
Autres charges diverses	3	265
Charges refacturées	-1 721	-2 679
<b>Total</b>	<b>74 721</b>	<b>86 525</b>

Dans le cadre de la mise en place d'un dispositif de rémunération et d'indemnité de fin de mandat au sein de la CF de CM pour le président et le directeur général à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019, le conseil d'administration de la BFCM du 20 février 2019, a décidé que les mandats de président du conseil d'administration et de directeur Général de la BFCM ne seraient plus rémunérés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

Le montant global des rémunérations directes et indirectes versées aux dirigeants de la BFCM par le groupe s'est élevé à 10 303 528,10 euros en 2025 contre 9 831 483,86 euros en 2024. Aucun jeton de présence n'a été alloué.

Conformément au règlement de l'ANC 2016-07, les honoraires versés aux commissaires aux comptes sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros HT)	PWC France	KPMG	Autres
Certification des comptes	417	510	
Services autres que la certification des comptes <sup>(1)</sup>	625	193	330
Certification des informations en matière de durabilité	349	348	

<sup>(1)</sup> Les prestations fournies couvrent les SACC fournis à la demande de l'entité, correspondant aux lettres de confort dans le cadre d'opérations de marché et aux rapports et attestations requises pour des besoins réglementaires.

**4.8 Coût du risque**

	Montant 2025	Montant 2024
Dotations aux provisions liées à des créances	-	-
Reprises de provisions liées à des créances	30	-
Gains/pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	-3 234	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	-	-
<b>Total</b>	<b>-3 204</b>	<b>-</b>

**4.9 Gains/Pertes sur actifs immobilisés**

	Montant 2025	Montant 2024
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	-	-
Gains ou pertes sur immobilisations financières	-172	13 863
Dotations/reprises de provisions sur actifs immobilisés	-86 642	-6 993
Dotations/reprises de provisions sur risques et charges	-	18 050
<b>Total</b>	<b>-86 814</b>	<b>24 920</b>

En 2025, la provision sur la société SIM a été ajustée de 52,6 millions d'euros (dotations).

Enfin, la BFCM a ajusté les provisions sur ses filiales pour un montant global de 34 millions d'euros (dotations).

**4.10 Résultat exceptionnel**

	Montant 2025	Montant 2024
Résultats de sociétés de personnes	-	-
Autres produits exceptionnels	51	-6
Dotations/reprises de provisions sur sociétés de personnes	-	-
<b>Total</b>	<b>51</b>	<b>-6</b>

**4.11 Ventilation de l'impôt sur les sociétés**

	Montant 2025	Montant 2024
(A) Impôt du afférent au résultat ordinaire	-14 046	-3 910
(B) Impôt du afférent aux éléments exceptionnels	-	-
(C) Impôt du afférent aux exercices antérieurs	29 712	-72 694
<b>(A+B+C) Impôt sur les bénéfices dû au titre de l'exercice</b>	<b>15 666</b>	<b>-76 604</b>
Dotations aux provisions à caractère d'impôt sur les bénéfices	-	-
Reprises de provisions à caractère d'impôt sur les bénéfices	-	120 000
<b>Impôt sur les sociétés de l'exercice</b>	<b>15 666</b>	<b>43 396</b>

**4.12 Autres informations : Effectifs**

Effectifs moyens (ETP)	Montant 2025	Montant 2024
Techniciens de banque	16	19
Cadres	81	77
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>96</b>

**V. — Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices**

(en euros)	2021	2022	2023	2024	2025
<b>1. Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital Social	1 688 529 500,00	1 711 279 700,00	1 715 115 100,00	1 715 115 100,00	1 715 115 100,00
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	33 770 590	34 225 594	34 302 302	34 302 302	34 302 302
c) Valeur nominale des actions	50 €	50 €	50 €	50 €	50 €
<b>2. Opérations et résultats de l'exercice</b>					
a) Produit net bancaire, produits du portefeuille-titres et divers	1 537 311 765,31	1 313 378 453,56	676 816 837,30	1 509 224 799,59	929 126 011,03
b) Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	738 192 649,26	1 271 627 782,10	-74 086 726,23	1 550 247 922,32	685 948 273,83
c) Impôts sur les bénéfices	-30 957 764,70	4 173 644,70	-6 048 009,60	43 396 406,28	15 665 599,00
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	253 920,45	250 684,28	184 143,30	203 864,73	230 433,73
e) Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 229 991 596,22	913 623 423,18	1 113 760 465,96	1 491 002 218,56	780 096 828,75
f) Résultat distribué	229 995 991,68	182 764 671,96	167 052 210,74	170 482 440,94	311 121 879,14
<b>3. Résultats par actions</b>					
a) Résultats après impôts, participation salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	21,14	37,27	-2,34	46,45	20,45
b) Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	36,42	26,69	32,47	43,47	22,74
c) Dividende attribué à chaque action sur l'année complète	6,72	5,34	4,87	4,97	9,07
d) Dividende attribué à l'action nouvelle émise dans le cadre de l'augmentation de capital du 06-01-2022	6,72				
<b>4. Personnel</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	72	81	97	98	97
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	7 798 169,22	8 095 927,91	9 323 689,70	9 195 655,56	9 716 518,18
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales)	3 665 573,31	3 868 942,46	4 343 443,71	4 564 556,75	4 577 509,38

NB : Le montant de l'impôt sur les bénéfices indiqué comprend en sus des impôts dus au titre de l'exercice, les mouvements sur provisions se rapportant à ces impôts. Ce changement résulte de l'application des principes définis par le règlement CRC n° 2000-03 qui s'applique à compter de l'exercice 2001.

**VI. — Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE FÉDÉRATIVE DU CRÉDIT MUTUEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations – Points clés de l’audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Risque de valorisation des participations et autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2025, les participations et autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées s’élèvent respectivement à 352 millions d’euros et 20 370 millions d’euros et sont parmi les postes dont la valeur est la plus importante au bilan de votre société.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.5 « Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées » de l’annexe aux comptes annuels, les participations et autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées sont comptabilisés au coût historique et dépréciés lorsque leur valeur d’utilité, qui représente ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir, est inférieure à la valeur comptable.</p> <p>La valeur d’utilité est estimée par la société sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l’exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d’activité. Pour les titres cotés, la valeur d’utilité est déterminée en prenant également en considération le cours moyen de bourse du dernier mois.</p> <p>L’estimation de la valeur d’utilité de ces titres requiert l’exercice du jugement de la société dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. Ces éléments peuvent correspondre selon les cas à des données historiques (pour certaines entités, actif net éventuellement corrigé et, pour d’autres entités, cours moyens de bourse du dernier mois), ou à des informations prévisionnelles (niveau de rentabilité et perspective d’activité).</p> <p>En raison du recours au jugement dans le choix des critères et des informations prévisionnelles retenues par la société pour l’estimation de la valeur d’utilité, nous avons considéré que l’évaluation des titres de participation et autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées constituait un point clé de notre audit.</p>	<p>Pour apprécier le caractère raisonnable de l’estimation des valeurs d’utilité des titres de participation et autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à apprécier que l’estimation de ces valeurs déterminée par la société est fondée sur une justification appropriée de la méthode d’évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôler que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l’objet d’un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;</li> <li>- contrôler, pour les évaluations reposant sur des données de marché observables, les cours de bourse retenus par votre société.</li> </ul> </li> <li>■ Pour les évaluations reposant sur des informations prévisionnelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre connaissance de la documentation justifiant les valeurs d’utilité retenues ;</li> <li>- apprécier la justification des méthodes d’évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la direction ainsi que le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour déterminer les valeurs d’utilité ;</li> </ul> </li> </ul> <p>Au-delà de l’appréciation des valeurs d’utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation et les parts dans les entreprises liées ;</li> <li>- contrôler la comptabilisation d’une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d’une filiale présentant des capitaux propres négatifs.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Informations relatives au gouvernement d’entreprise**

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d’exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d’information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné à l’article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d’information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l’AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BANQUE FÉDÉRATIVE DU CRÉDIT MUTUEL par votre assemblée générale du 11 mai 2016 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers France et du 10 mai 2022 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers France était dans la dixième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la quatrième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La-Défense, le 7 avril 2026

Les commissaires aux comptes

**KPMG S.A.**

Arnaud BOURDEILLE  
Associé

Maxime VAN DEN BROEK  
Associé

**PricewaterhouseCoopers France**

Jean-Baptiste DESCHRYVER  
Associé

**VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société :

Crédit Mutuel Alliance Fédérale  
Direction Financière – Comptabilité  
4, rue Frédéric Guillaume Raiffeisen  
67113 Strasbourg Cedex 9 - Tél. 03 88 14 88 14